

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 25 | 4^{ÈME} TRIM. 2010

→ ELEVER LE NIVEAU DE QUALIFICATION, LUTTER CONTRE LE DECROCHAGE



Lycées professionnels, la révolution silencieuse

→ La mutation des LP pose les enjeux de la démocratisation du système scolaire et du nécessaire accompagnement des plus fragiles

Quelle ambition pour l'école ?



Par **NICOLAS DELESQUE**
Secrétaire général de l'Afev

Que de bruit pour l'appel lancé par l'Afev sur la suppression des notes en élémentaire ! Visiblement, toucher aux notes, c'est toucher à un patrimoine national !

Cette effervescence montre que, derrière le symbole des notes, se cache un débat beaucoup plus profond sur notre l'ambition de notre société pour son école. Si l'Afev a souhaité poser cette question, c'est une fois encore pour sortir le débat de l'école du face à face des experts. La démarche de l'Afev est fondée sur notre pratique d'intervention dans les quartiers populaires, auprès de publics jugés en difficulté par l'institution scolaire. Elle n'est pas fondée sur tel ou tel concept pédagogique ou construction sociologique.

De la même manière que nous avons mis en lumière, en 2008, le chiffre de 150 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme, ou en 2009 celui des 36 % d'élèves à qui il arrive de se rendre à l'école avec le « mal au ventre », cet appel est fondé sur une constatation empirique : les notes confortent ceux qui vont bien et humilient ceux qui décrochent.

Nous sommes conscients que l'abandon des notes n'est pas une solution miracle, comme d'ailleurs l'abandon du redoublement. Mais il est intéressant de constater que les plus fa-

ibles opposants à cette mesure sont justement ceux qui entonnent depuis des années le couplet de la baisse du niveau et comparent l'orthographe du début du 20^{ème} siècle avec celui du 21^{ème} - ceux que les jeunes appellent aujourd'hui « les choristes ».

Si nous défendons ce type de propositions, ce n'est pas pour casser le « thermomètre » qui indiquerait le déclin supposé du niveau, comme nous avons pu l'entendre ici ou là, mais parce

Derrière le débat sur les notes, quel choix pour notre système éducatif ?

que l'importance prise par ces notes n'est que le résultat d'une compétition, d'une course au classement installées dans notre système. Course insensée d'ailleurs, basée sur la quantité de savoirs, alors que nous vivons dans une société où la somme des connaissances est infinie et anarchiquement disponible, résultat de la révolution des modes de communication. Le débat est ailleurs.

Ce que nous pointons avec le problème des notes, c'est la faillite de notre système face aux inégalités sociales. Non seulement il ne les comble pas, mais il les accentue de fait. Une

note de l'Education nationale publiée en septembre dernier rappelle le caractère implacable de la prédiction scolaire : 90% des élèves en difficulté en CP-CE1 n'auront pas le bac ! Le système transforme une difficulté au départ en disqualification définitive.

Alors, derrière le débat sur les notes, quel choix pour notre système éducatif ? Un système séparatiste où perdurerait l'école élitiste protégée par son halo de connaissances, produit d'une mono culture majoritaire (et qui veut le rester) et dont la compétition serait le moteur ? Ou une école de la société de la connaissance, une école « intégratrice » et coopérative qui porte l'ambition de la formation de tous les enfants et d'une égalité d'avenir ?

Les réformes mises en place depuis vingt ans vont plutôt dans le bon sens : adoption du socle commun, introduction d'une évaluation par compétence et, depuis peu, des livrets de compétences au collège. Le dossier que nous consacrons dans ce journal à l'enseignement professionnel montre aussi tout l'enjeu d'une remise de ces filières au centre du système.

Non, la question des notes n'est pas l'alpha et l'oméga du débat sur l'école, mais la poser crée un débat citoyen ou l'attention portée aux plus fragiles permettrait de conforter notre système dans son ensemble.

Mais j'y pense, le modèle des Ecoles de la deuxième chance, que tout le monde porte aux nues n'est-il pas fondé sur l'absence de compétition et de notes !

→ EXPÉRIMENTATION



BÉNÉVOLAT, DES COMPÉTENCES RECONNUES

PAGE 2

→ REPORTAGE



LES IUT, MODÈLE DE L'EXCELLENCE

PAGE 5

→ RENCONTRE



ÉDOUARD ZAMBEAUX
VOIX DES QUARTIERS

PAGE 7

→ APPEL



APPEL À SUPPRIMER LES NOTES À L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

PAGE 8

ET AUSSI

- UNE RÉFORME PROFONDE P. 4
- PAROLES DE PROFS P. 4
- L'AFEV AU LYCÉE PRO P. 5

AFEV **

L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.

→ EXPÉRIMENTATION

Les compétences issues du bénévolat étudiant, une chance pour les entreprises

DEPUIS 2009, L'AFEV MÈNE UNE EXPÉRIMENTATION SUR LA VALORISATION DES COMPÉTENCES ACQUISES PAR SES BÉNÉVOLES DANS LE CADRE DE LEURS ACCOMPAGNEMENTS. L'OBJECTIF : MIEUX VALORISER CES ACQUIS AUPRÈS DU MONDE UNIVERSITAIRE ET ÉCONOMIQUE.

L'Afev a été sélectionnée en 2009 par le Haut Commissariat à la Jeunesse pour expérimenter une démarche visant à valoriser les compétences acquises par les étudiants bénévoles dans des actions d'accompagnement de jeunes en difficultés scolaire et sociale. Cette expérimentation s'appuie sur l'expérience de l'Afev en matière de reconnaissance du bénévolat étudiant dans les cursus universitaires, à travers le développement d'Unités d'Enseignement Libres (UEL) spécifiques mises en place dans une quarantaine d'établissements universitaires en France.

100 000 BÉNÉVOLES EN VINGT ANS

Elle vise à identifier les compétences susceptibles d'être acquises grâce au bénévolat étudiant et à faire reconnaître et valoriser ces compétences auprès des universités et du monde professionnel. Elle est menée dans quatre sites pilotes en partenariat étroit avec quatre universités : Albi, Cergy, Lyon 1 et Nantes.

Pour la première fois, une étude sur l'Afev, qui depuis près de 20 ans a permis à 100 000 étudiants de devenir bénévoles, dresse un état des lieux de la valorisation du bénévolat dans le monde professionnel. Cette étude, publiée à l'occasion de la Journée Mondiale du Bénévolat du 5 décembre et en prélude de l'Année Européenne du Bénévolat et du Volontariat, montre qu'une majorité de recruteurs considère que les activités hors diplômes, comme les expériences de bénévolat, sont mal valorisées par les jeunes diplômés alors que paradoxalement les jeunes diplômés estiment que leur expérience de bénévolat a eu une incidence sur leur parcours.

ALLER AU DEVANT DES RECRUTEURS

Selon une étude sur l'effet du bénévolat sur l'accès à l'emploi réalisée par le Centre d'Etudes pour l'Emploi pour l'Afev, la Croix Rouge, le Comité Olympique et Sportif et les Scouts et Guides de France, les entreprises ne valorisent pas les compétences développées à travers le bénévolat, et peuvent même, pour certaines professions, pénaliser légèrement le candidat qui a exercé des activités de bénévolat par rapport au candidat n'ayant exercé aucune activité extra-professionnelle pendant ses études. Autant d'éléments qui doivent nous inciter à aller au devant des recruteurs pour les convaincre que les jeunes diplômés anciens bénévoles sont une chance pour les entreprises et le monde professionnel.

ELISE RENAUDIN

RETROUVER LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE :

www.afev.org

Témoignages

ANCIENS BÉNÉVOLES À L'AFEV, AUJOURD'HUI SALARIÉS

KARINE SAGE, 26 ans, consultante en politique publique

« Au cours de mon bénévolat, j'ai mobilisé certaines compétences nécessaires à la réussite de l'accompagnement à la scolarité.

J'ai surtout acquis de nouvelles connaissances : s'adapter à un contexte particulier, celui d'une collégienne qui partage son quotidien et sa chambre avec 4 frères et soeurs, connaître des dispositifs publics spécifiques...

Cela permet « d'avoir les pieds sur terre » et de se confronter à la réalité et d'avoir une perception intéressante sur les politiques publiques et l'éducation nationale. Ce qui me sert aujourd'hui dans mon activité. Il ne faut surtout pas oublier que cette expérience est très gratifiante et permet de gagner en confiance en soi, de voir que l'on peut apporter quelque chose à quelqu'un. »

JEAN-PHILIPPE VILLEROY, 29 ans, avocat

« L'Afev a été ma première expérience au cours de laquelle je me suis retrouvé seul avec une personne pour lui apprendre quelque chose. J'y ai gagné en autonomie et en « jugeote », car il n'est pas évident d'intéresser le jeune que vous avez en face. Au début, j'ai sans doute été un peu trop théorique, mais j'ai su m'adapter par la suite.

Comme j'ai aidé des enfants à leur faire comprendre des programmes scolaires, cela m'a donné conscience que je devais être compréhensible par mon interlocuteur. Cette expérience m'a appris à faire passer des idées. Cela me sert aujourd'hui dans le droit, car nous devons rendre intelligibles des choses, que parfois nous avons nous-mêmes du mal à comprendre. »



Les recruteurs de plus en plus convaincus des acquis du bénévolat

DIFFICILE DE PARTAGER DES CANDIDATS À CV ÉGAL... L'EXPÉRIENCE BÉNÉVOLE PEUT-ELLE DEVENIR UN PLUS ? DES SPÉCIALISTES DU RECRUTEMENT SE PENCHENT SUR LA QUESTION.

→ CÉCILE HA MINH TU

Directrice des relations institutionnelles d'Airbus

« Posséder des interlocuteurs ouverts sur le monde, c'est un atout. Comme l'est l'apport multiculturel pour l'entreprise. Les bénévoles sont des personnes qui s'intéressent à leur environnement au-delà de leurs propres compétences. Ils savent travailler en équipe. La question de l'engagement est essentielle. Il y a un besoin très fort de solidarité et de formation dans les équipes. »

→ CAROLE PERNOT

Responsable d'agence Kelly Services

« Les expériences bénévoles sont généralement mal présentées. Il faudrait les présenter sur le CV comme on présente les expériences professionnelles, sous la même forme, afin que l'on puisse rebondir dessus pendant l'entretien. À partir du moment que l'on exprime bien les choses et que l'on fait preuve de cohérence, l'interlocuteur fait confiance. Chez Kelly Services, l'investissement au sein de l'entreprise est la première valeur : s'impliquer dans une activité bénévole est

un élément très positif. Les bénévoles s'intègrent mieux en entreprise, car ils ont l'habitude de travailler en équipe et de collaborer. Ils sont opérationnels pour le monde du travail. »

→ MARINA THIRIET

Consultante en recrutement

« Les bénévoles développent des qualités de travail en équipe, une capacité d'intégration. Ils vont vers les autres. Ils donnent l'image de personnes sérieuses, même si certains ont peu d'expérience professionnelle. Plus l'expérience est en rapport avec la recherche d'emploi, plus il est facile de la valoriser et plus elle sera appréciée. »

→ LAURENCE GILET

DRH de La Ronde des crèches

« Je tiens compte des compétences transposables, mais cela ce fait au cas par cas, car cela dépend en quoi a consisté l'activité bénévole. Les bénévoles de l'Afev possèdent la capacité de s'adapter à un public spécifique et de prise en compte des besoins de leurs interlocuteurs. »

« Un bénévole qui est passé par l'Afev et qui a eu à réfléchir sur sa posture, sait ce que c'est que de faire avec des contraintes et des besoins. Il sera plus à même de négocier quelque chose à mi-chemin entre contraintes et besoins - ce qu'on appelle l'intercompréhension. C'est un véritable apport pour ceux qui seront amenés à manager des équipes. »

EMMANUELLE LÉVY, CONSULTANTE DS&O



DOSSIER

Rarement valorisé dans le champ éducatif français, le lycée professionnel subit de profondes transformations, tant sur l'évolution des métiers proposés que sur l'organisation des enseignements. Une revalorisation de la filière qui n'est pas sans rappeler celle menée, il y a quelques décennies, dans les IUT. Dans ce contexte, l'accompagnement des jeunes les plus fragiles, développé cette année par l'Afev, devient une priorité, pour que les potentiels de ce nouveau lycée professionnel profitent à tous.

Dossier réalisé par Eunice Mangado-Lunetta et Paul Falzon-Monferran.

« Pour une émancipation éclairée des élèves de lycée professionnel »

CONSIDÉRÉ COMME MOINS « NOBLE » QUE LES FILIÈRES GÉNÉRALES, LE LYCÉE PROFESSIONNEL A POURTANT LARGEMENT ÉVOLUÉ CES DERNIÈRES ANNÉES, RAPPELLE LE SOCIOLOGUE **AZIZ JELLAB**. DES TRANSFORMATIONS QUI RENDENT D'AUTANT PLUS NÉCESSAIRES L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES LES PLUS FRAGILES.

A l'heure où la thématique de « l'égalité des chances » est à l'ordre du jour, au moment où plus que jamais la question du « mérite » est formulée dans le débat public, la situation des élèves de lycée professionnel mérite que l'on s'y attarde. C'est que l'image qui s'impose d'emblée lorsqu'on parle du LP est celle de sa relégation et avec elle, celle de la disqualification de son public. Les élèves qui entrent au LP sont majoritairement issus de milieux populaires ; ils ont rarement choisi leur orientation et le

acteurs sociaux conçoivent le LP. Ainsi, la hiérarchie scolaire qui oppose les diplômés « nobles » (le baccalauréat « S » en est l'emblème) aux diplômés moins légitimes (le CAP par exemple) repose sur une idée reçue qui a pour fondement la division sociale du travail : les diplômés professionnels sanctionnent une « intelligence de la main », un savoir « manuel ».

AVEC LA RÉFORME, DES RISQUES DE DÉCROCHAGE QUI S'ACCROISSENT

L'élève entrant au LP découvre en réalité que sa formation continuera à être scolaire et que les savoirs technologiques et professionnels (qui rappelons-le, nécessitent un travail intellectuel) n'occupent qu'une partie de l'emploi du temps, partie appelée à être réduite avec la réforme du baccalauréat professionnel en 3 ans. Or la scolarisation des savoirs en LP a deux incidences majeures : elle valorise la voie professionnelle en mettant au « même niveau » le LP et le lycée général quant au nombre d'années d'études pour obtenir le baccalauréat ; elle augmente le risque d'abandon chez des élèves réfractaires aux savoirs scolaires théoriques. Ainsi, le risque de « décrochage » (expression floue car elle recouvre différentes réalités et induit un caractère actif ou volontaire de l'abandon de scolarité) et de ruptures de scolarité s'accroît, on le sait, avec l'allongement de la durée de scolarisation. Le LP est le théâtre de nombreuses innovations pédagogiques mais qui ne peuvent suffire, si elles ne sont pas en quelque sorte soutenues par l'institution scolaire et par des actions extra-scolaires, telles que celles que peuvent mettre en œuvre les bénévoles de l'Afev.

Ces actions d'accompagnement et d'aide (qui ne sont pas que scolaires) impliquent

la prise en compte des évolutions affectant aujourd'hui le LP et ses missions. Le LP cesse d'être l'école des ouvriers : il accueille davantage d'élèves dans les spécialités tertiaires que dans les spécialités industrielles. Cela va de pair avec la tertiarisation des emplois, qui a pour effet de brouiller la visibilité des métiers et les identités professionnelles convoitées. Par ailleurs, les savoirs qu'on y enseigne sont calqués sur une logique de compétences définie à partir d'une approche rationnelle où l'élève est évalué via des savoirs, des savoir-faire, un savoir-être sans compter les savoirs associés. Cela induit un affaiblissement de la culture du métier au profit d'une culture technique en phase avec les besoins des employeurs, et sans doute avec l'affaiblissement des collectifs professionnels ouvriers. Il s'ensuit, et c'est là aussi une autre évolution, que les pratiques pédagogiques en LP connaissent des transformations : le travail, bien que soucieux de la socialisation des élèves, repose sur des didactiques de l'enseignement qui sont éloignées de l'éducation populaire, alors que celle-ci a longtemps socialisé les PLP et les manières d'enseigner (on cherchait à « former l'homme, le futur travailleur et le citoyen »). Enfin, le chômage qui frappe surtout les ouvriers et les employés ne manque pas de déstabiliser l'image du LP.

LA SOLIDARITÉ, UNE VALEUR QUI PARLE AUX JEUNES DE LP

De fait, la valorisation de la voie professionnelle se heurte à un paradoxe : l'élevation des niveaux de qualification ne se traduit pas par l'amélioration du sort professionnel des nouvelles générations de diplômés. Dans ce contexte, l'action de repérage, d'accompagnement des élèves, de l'aide à leur adaptation et à leur émancipation

n'en devient que plus nécessaire, d'autant plus que le LP connaît quelques dysfonctionnements. Ainsi en est-il de l'absentéisme qui avoisine les 15 % (contre 3 % au collège et 5 % au LEGT) ; par ailleurs, la moitié des jeunes sortant du système scolaire sans qualification étaient scolarisés au LP.

Les étudiants bénévoles de l'Afev occupent une position favorable pour aider les élèves de LP : ils sont étudiants et en ce sens, ils partagent une proximité avec les élèves ; ils ont la possibilité de « voyager » entre plusieurs mondes, ce qui facilite la médiation (par exemple entre LP et parents, entre le jeune et différents cadres de socialisation, qu'il s'agisse d'une médiathèque ou d'une association sportive) ; ils peuvent servir d'appui sans devenir des modèles ; ils sont dans une dynamique solidaire, ce qui permet de rappeler des valeurs auxquelles les élèves de LP sont très sensibles (on apprend à aider les autres et à partager).

L'Afev, en tant qu'association d'éducation populaire, peut aider le jeune à donner du sens à sa scolarité et aux savoirs. Le fait que les étudiants de l'Afev soient mobiles aide les jeunes à le devenir, à sortir d'un enfermement symbolique, à ne plus s'autocensurer. L'engagement des volontaires est un acte citoyen qui induit l'importance du partage et le souci de lutter contre les inégalités. En reprenant le propos de Jean-Paul Sartre, l'engagement apparaît comme « acte ou attitude de l'intellectuel, [...] qui prenant conscience de son appartenance à la société et au monde de son temps, renonce à une position de simple spectateur et met sa pensée au service d'une cause ».

Aziz Jellab est sociologue et professeur à l'Université Lille 3

Le LP cesse d'être l'école des ouvriers : il accueille davantage d'élèves dans les spécialités du tertiaire

AZIZ JELLAB



sentiment largement répandu lorsqu'on les interroge est celui d'une chute, doublé d'un ressentiment. Ce sentiment ne tient pas seulement aux procédures d'orientation qui font la part belle aux notes scolaires au détriment d'autres compétences tout aussi importantes (être capable de chercher et de trouver un stage est une compétence tout aussi légitime, qu'être capable de réussir un exercice de mathématiques, et savoir jouer d'un instrument de musique n'est pas plus facile que de lire et de résumer un livre). Il procède aussi de la manière dont les professionnels de l'école – enseignants, personnels d'éducation et d'orientation – et d'autres

→ ENTRETIEN

« ELEVER LE NIVEAU DE QUALIFICATION DES JEUNES EN LYCÉE PROFESSIONNEL »

AMÉLIORER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES ÉLÈVES DE LP TOUT EN FACILITANT LA POURSUITE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES : TELLES SONT LES AMBITIONS DE LA RÉFORME LANCÉE L'AN DERNIER ET QUE NOUS PRÉSENTE **MARIE-VÉRONIQUE PATTE-SAMAMA**, CHEF DU BUREAU DES LYCÉES PROFESSIONNELS ET DES APPRENTISSAGES À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE (MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE).

Volontaires. Une vaste réforme a été lancée l'an dernier sur le lycée professionnel. Quels en sont les principaux objectifs ?

Marie-Véronique Patte-Samama. La rénovation de la voie professionnelle, depuis la rentrée 2009, permet d'accéder au baccalauréat professionnel en 3 ans après la troisième, soit sous statut scolaire soit par l'apprentissage. Elle vise l'élévation du niveau de qualification des jeunes, leur insertion professionnelle, leur poursuite d'études dans l'enseignement supérieur et la réduction du nombre de sortants sans diplôme.

En effet, dans l'ancienne organisation, 27% seulement des entrants en BEP accédaient au bac professionnel. La mise en œuvre du baccalauréat professionnel en trois ans s'accompagne de nouveaux programmes en enseignement général, de nouvelles modalités d'organisation, d'un dispositif d'accompagnement personnalisé, du passage d'un diplôme intermédiaire (CAP ou BEP) et, enfin, de passerelles au sein de la voie professionnelle et avec la voie générale et technologique.

Volontaires. L'un des points forts de la réforme est donc le passage du bac pro à trois ans. Comment s'articule le nouveau schéma des enseignements ?

Marie-Véronique Patte-Samama. Le baccalauréat professionnel est passé à l'issue d'un cycle de trois ans comprenant une seconde, une première et une terminale professionnelle. Le parcours en 3 ans offre la possibilité de suivre un cursus continu jusqu'au diplôme.

Les spécialités existantes n'ont pas été modifiées, les compétences à évaluer restent identiques mais les rénovations de diplôme, traditionnelles, se poursuivent, en relation avec le monde professionnel, au sein d'instances nationales. Deux nouvelles disciplines seront évaluées : Prévention-santé-environnement et une LV2 pour les baccalauréats professionnels du secteur des «services».

Le CAP se passe à l'issue d'une formation spécifique et, pour certains d'entre eux, également pendant le parcours conduisant au bac professionnel en 3 ans. La rénovation n'a pas d'impact sur le CAP qui conserve les mêmes programmes, les mêmes modalités d'organisation et de certification. Afin de permettre à ceux qui le souhaitent d'accéder plus rapidement à l'emploi, l'offre de formation de CAP en 2 ans a été renforcée.

Le BEP, en formation initiale, voit son parcours spécifique de formation supprimé, sauf transitoirement, pour deux BEP encore, à la rentrée 2010 : Carrières sanitaires et sociales et Métiers de la restauration et de l'hôtellerie. Une trentaine de spécialités d'un nouveau BEP dit «rénové» ont été créées. Pour les élèves en formation initiale, le BEP «rénové» se passe exclusivement pendant le parcours conduisant au bac professionnel en 3 ans.

Volontaires. L'un des reproches adressés aux LP est le manque de souplesse des formations, comment y répondez-vous ?

Marie-Véronique Patte-Samama. Pour des parcours plus souples, les passerelles sont facilitées entre la voie professionnelle et la voie générale et technologique, dans les deux sens, entre les deux cycles de la voie professionnelle, CAP et bac pro entre la formation sous statut scolaire et l'apprentissage. Pour ceux qui ont choisi d'obtenir un CAP, le parcours en 4 ans vers le baccalauréat professionnel reste possible. Dans ce cas, l'élève intègre le cursus scolaire en première professionnelle ou signe un contrat d'apprentissage de baccalauréat professionnel en deux ans.

Les nouvelles modalités d'organisation des enseignements offrent davantage de souplesse, permettent aux établissements d'exercer pleinement leur autonomie et apportent aux élèves des réponses adaptées à leurs besoins. Principales évolutions : deux grilles fixent les horaires « élève » réglementaires pour le cycle total de 3 ans, et aux enseignements généraux s'ajoute un bloc horaire de 152 h qui contribue à la professionnalisation des élèves. Une durée de la formation en milieu professionnel est par ailleurs fixée, représentant 22 semaines sur le cycle.

Volontaires. Un point marquant est aussi l'accompagnement des élèves pour prévenir l'échec...

Marie-Véronique Patte-Samama. Mesure essentielle de la rénovation, l'accompagnement personnalisé (210 h sur le cycle, soit 2,30 h par semaine, en moyenne) permet d'apporter des réponses adaptées aux besoins des élèves. C'est une aide qui vise, notamment, à améliorer le niveau des élèves, par du soutien et de l'aide à la méthodologie, à favoriser la poursuite d'études, par l'approfondissement dans certains domaines. Il soutient aussi les élèves lorsque ceux-ci franchissent une passerelle, ceux issus de la terminale CAP, par exemple. Enfin il aide à la réflexion sur l'orientation. Inclus dans l'emploi du temps des élèves, il peut se dérouler sur tout ou partie de l'année scolaire.

Chaque établissement décide de son organisation : en modules regroupant des élèves d'une même classe ou de classes différentes ou en groupes de taille variable, ou encore en tutorat.

Volontaires. Un an après son lancement, avez-vous établi un premier bilan de la réforme ?

Marie-Véronique Patte-Samama. Le constat des rentrées scolaires 2009 et 2010 montre que les objectifs majeurs de la rénovation, élévation du niveau de qualification des élèves, fluidité des parcours et lutte contre les sorties sans diplôme, sont en cours de réalisation puisque, au niveau national, plus de 67 % des effectifs de première année sont en baccalauréat professionnel. A terme, cela devrait concerner près de 70 % des élèves sous statut scolaire en lycée professionnel.

→ TÉMOIGNAGES DE PROFESSEURS

Un lycée nommé désir

Dans son numéro d'octobre 2010, nos partenaires des Cahiers Pédagogiques publiaient un très riche numéro sur les lycées professionnels. Nous en avons extrait ces témoignages d'enseignants.

Marie-Élizabeth est professeure de lettres-histoire et elle enseigne aussi bien à des sections tertiaires qu'industrielles. Christophe, pour sa part, est professeur de maintenance en équipement industriel. Nombreux sont les professeurs d'enseignement professionnel qui, avant d'enseigner, ont connu un autre métier et, par la même, un autre regard sur le monde professionnel (...) Lorsque Christophe reçoit les nouveaux élèves en début d'année ils sont souvent en situation d'échec en arrivant du collège, voire de démotivation complète : « à quoi ça sert de travailler, je suis nul ! ». Cette souffrance des élèves est encore plus prégnante en enseignement général. Pour Marie-Élizabeth, la bivalence est un atout pour donner du sens à son enseignement et remotiver les élèves. « Tu peux y arriver », cette phrase, elle la prononce chaque heure de cours. Mais pour que les élèves l'entendent vraiment, il ne faut pas craindre « d'être en empathie, voire en relation affective, avec les gamins ». Nulle démagogie ni posture déplacée dans cette réflexion, simplement la certitude « qu'une relation de confiance est indispensable si l'on veut que les gamins reprennent l'appétence d'apprendre et de travailler ».

Si certains pensent que l'enseignement en LP serait quelque peu bradé, pour ces deux professeurs le respect des élèves n'a de sens que si l'on est exigeants avec eux. Ainsi, en français, les textes proposés sont souvent les mêmes que ceux étudiés par des élèves de lycée général. Ce qui diffère, ce n'est pas le contenu, mais bien l'approche pédagogique et le regard porté sur l'élève. En LP plus qu'ailleurs, il faut offrir aux élèves un accès le plus large possible aux grandes œuvres de la culture. Pour Christophe, notamment à travers les stages en entreprises, les élèves doivent acquérir un savoir-faire et un savoir-être indispensables à leur future insertion professionnelle et cela ne souffre d'aucune concession !

Suzanne, proviseure, partage pour l'essentiel l'avis des deux professeurs. Ayant longtemps dirigé un collège en ZEP, elle connaît bien les difficultés rencontrées par les élèves et pense qu'il y a un point commun fondamental entre les équipes pédagogiques des collèges situés en ZEP et celles du lycée professionnel : « les uns et les autres prennent les gamins comme ils sont ! » Il en va de même du travail en équipe, indispensable en collège de ZEP comme en LP. Ce travail en équipe passe aussi, dans son lycée, par l'implication et la présence du corps d'inspection qui accompagne véritablement les professeurs et les projets.

« Bien sûr, précise-t-elle, derrière ce qui pourrait sembler être une image idyllique, il y a des élèves qui, souvent, n'ont jamais travaillé, ou plutôt pas appris à travailler. Il y a, de même, l'enjeu d'une orientation qui est souvent vécue par défaut ou par manque d'information sur ce qu'est vraiment le métier préparé ». (...) Comme elle le dit avec conviction, « il reste encore beaucoup à faire pour mieux informer nos collègues en amont, mais aussi pour donner une autre image de marque de ce qu'est aujourd'hui notre établissement. Le lycée professionnel est une voie de réussite et de plus en plus d'élèves retrouvent le désir d'apprendre et peuvent même accéder en BTS pour les plus motivés. » Désir d'apprendre et de réussir pour les élèves... désir d'être mieux reconnu pour les équipes pédagogiques, et si le lycée professionnel était justement un lycée nommé désir ?

Témoignages recueillis par André Roux.



Les photos illustrant ce dossier ont été gracieusement fournies à l'Afev par Frédéric Soupa.

→ INITIATIVE

Contre le décrochage: un soutien **de jeune à jeune**

RÉCEMMENT ENCORE PEU PRÉSENTE DANS LES LYCÉES, L'AFEV A DÉVELOPPÉ POUR LES FILIÈRES PROFESSIONNELLES UN ACCOMPAGNEMENT QUI PLACE LA CONFIANCE EN SOI AU COEUR DE L'INTERVENTION DE L'ÉTUDIANT. OU COMMENT AIDER LES PLUS FRAGILES À CROIRE À NOUVEAU EN LEURS CAPACITÉS.

Un tiers des élèves de lycées professionnels en situation de décrochage : c'est le constat alarmant qui a poussé l'Afev à lancer l'an dernier une nouvelle action en direction des jeunes concernés. Jusque là peu présente dans les lycées, toutes filières confondues, l'association a travaillé en étroite collaboration avec les ministères de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pour déterminer où l'intervention des étudiants bénévoles pourrait être la plus utile. Et le premier besoin qui a été identifié, c'est celui de la confiance en soi. Ou comment aider les jeunes les plus fragiles à croire à nouveau en leurs capacités.

« Les lycéens que nous adressent les équipes pédagogiques se sentent souvent peu ou pas compris, explique Sophie Raoult, déléguée territoriale de l'Afev à Poitiers où une action est en place depuis l'an dernier auprès d'une vingtaine d'élèves du lycée Réaumur. Certains de ces jeunes ont été orientés par défaut dans des filières qu'ils n'avaient pas choisis, d'autres sont très déçus par ce qu'ils apprennent. Il est important de pouvoir leur faire développer de nouveaux intérêts pour éviter que la frustration ne crée les conditions de l'échec. » A Poitiers, le choix a donc été fait de ne pas travailler que les champs directement scolaires : certains « binômes » étudiants-jeunes ont organisé des sorties en centre-ville et à la bibliothèque, d'autres ont regardé ensemble des films présentant un intérêt à la fois culturel et scolaire (par exemple en VO pour travailler les traductions).

Surtout, l'association a mis en place plusieurs ateliers d'expression avec les jeunes qui le désiraient. Le but : faciliter la prise de parole, ce qui permettait aux lycéens de parler de leur réalité mais aussi de les mettre plus à l'aise à l'oral, un domaine où beaucoup disaient être en difficulté. « Que ce soit pour chercher une formation en alternance ou chercher du travail après le bac, savoir parler à un employeur est très important pour ces jeunes, mais pas toujours facile », confirme Sophie Raoult.

POUR CERTAINS JEUNES, UNE « MÉTAMORPHOSE »

Très timide en début d'accompagnement, Guillaume (1), élève de seconde, a pu ainsi participer à deux ateliers Afev, l'un consacré au hip hop et l'autre animé par un comédien sur la prise de parole. Parallèlement, avec Anne-Sophie, l'étudiante qui l'a accompagné toute l'année, ils ont travaillé sur les matières où il réussissait le moins bien. « Il avait quelques lacunes scolaires qui lui semblaient insurmontables, Anne-Sophie lui a prouvé le contraire, raconte Laurie Hay, la salariée de l'Afev qui a coordonné l'action au lycée Réaumur. Cet accompagnement l'a remotivé et lui a donné l'occasion de s'in-

vestir dans son travail : il avait besoin de se sentir soutenu et en confiance. Les professeurs ont parlé de « métamorphose ». » Pour d'autres jeunes, l'accompagnement a plus porté sur la méthodologie, l'orientation ou l'amélioration de compétences très concrètement utiles à leur futur parcours professionnel. Ainsi, Jonathan et l'étudiante qui le suivait, Ana, ont-ils beaucoup travaillé sur la recherche de stage : création d'une boîte mail, prise de contact avec les entreprises, rédaction du CV et de la lettre de motivation... « Les échanges ont été très variés : ils ont abordé la notion de ponctualité et de savoir-vivre au travail, ce que les professeurs ont reconnu en fin d'année », indique encore Laurie Hay.

UNE RELATION FACILITÉE PAR LA PROXIMITÉ D'ÂGE

En plus de l'accompagnement scolaire, Ana a aussi accompagné Jonathan dans ses démarches d'inscription au foyer des jeunes travailleurs. La plupart du temps, entre les étudiants et les jeunes, « des liens très forts, parfois quasi fraternels, se sont noués, constate Sophie Raoult. Il faut dire que les bénévoles ont quasiment le même âge que les accompagnés. »

Selon le bilan établi en fin d'année dernière avec les professeurs du lycée Réaumur, les jeunes disaient aussi apprécier d'avoir quelqu'un qui les écoute, s'intéresse à eux et les comprend, sans exercer de pression et à leur rythme. Parfois, l'accompagnement a aussi permis de débloquer la situation avec la famille.

« Certains parents ont réellement pris conscience des enjeux de la scolarité de leur enfant et se sont intéressés à ses difficultés, constate Laurie Hay. Leur investissement a été d'autant plus grand que souvent, le lien était rompu entre les parents et leur adolescent, parfois mal dans sa peau et qui ne s'exprimait pas sur ses difficultés. » Dans certains cas, les étudiants ont même servi de « médiateurs » entre parents et enfants. L'une des bénévoles a ainsi obtenu d'une maman jugée « très présente », qu'elle laisse son fils déterminer seul ses projets d'orientation, même s'ils devaient l'emmener loin de Poitiers... Un premier pas vers l'autonomie qui a aussi permis au jeune de découvrir toutes les ressources de son CIO local.

(1) Les prénoms des lycéens ont été modifiés



→ POINT DE VUE

« Il faut savoir **valoriser toutes les formes de compétences** »



POUR **MICHÈLE DAIN**, DIRECTRICE DU BIOP (CENTRE D'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE) À LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS, IL FAUT CHANGER LE REGARD SUR LES FILIÈRES PROFESSIONNELLES AU SEIN DES FAMILLES MAIS AUSSI DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE. ÊT, EN PARALLÈLE, MODIFIER LES MODES D'ÉVALUATION POUR DONNER CONFIANCE AUX JEUNES.

Volontaires. De votre point de vue les filières professionnelles sont-elles encore méconnues ou mésestimées des jeunes et de leur familles? Si oui comment expliquez-vous ce phénomène?

Michèle Dain. Si les filières professionnelles post-bac (BTS, Licence pro, mais aussi filières d'apprentissage des grandes écoles...) bénéficient aujourd'hui plutôt d'une bonne image, les filières professionnelles post-collège sont, elles, encore synonyme d'échec pour les enfants et les familles. Selon une étude que nous avons réalisée au moment de notre Journée d'échanges sur l'apprentissage, c'est difficile de faire accepter la voie professionnelle ou l'apprentissage aux parents parce qu'ils refusent de voir leurs enfants suivre le même chemin qu'eux. Les réticences des familles et des élèves sont aussi liées au manque de choix : si des jeunes veulent faire éducateurs de jeunes enfants en bac pro, et qu'on les envoie en comptabilité parce qu'il reste des places, ça ne peut pas marcher !

Volontaires. Comment ces filières sont-elles perçues au sein de l'Éducation nationale, par les enseignants, les conseillers psychologues ?

Michèle Dain. L'étude montre que malheureusement, ils associent encore souvent la voie professionnelle à un échec : travaille en classe sinon tu iras en bac pro, c'est un discours qui revient encore ! On voit aussi des enseignants qui veulent absolument maintenir en filière générale leurs meilleurs éléments. Dans l'enquête un enseignant témoigne : notre meilleur élève de 3e voulait faire de l'apprentissage, je peux vous dire que toute l'année tout le monde a essayé de le persuader du contraire.

Ce sont donc les élèves les plus en difficulté qui sont envoyés en lycée professionnel ou apprentissage. Or l'alternance est une forme spécifique de pédagogie, qui donne du sens aux acquisitions et qui peut même rendre le goût de l'étude à certains élèves décrocheurs ; mais elle ne convient pas forcément aux élèves les plus fragiles. En effet, l'apprentissage demande de la maturité, le sens de l'effort, de la ponctualité, la capacité à assumer le cumul des études et du travail : il requiert une solide motivation.

Volontaires. Quelles pistes envisagez-vous pour permettre à notre système scolaire d'évoluer vers une meilleure valorisation et promotion des filières professionnelles ?

Michèle Dain. Il faut avant tout reposer la question de l'évaluation : c'est le point nodal de notre système d'éducation. L'évaluation académique revient à sanctionner ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas. Sur cette base, l'orientation se fera toujours par défaut, par la négative. L'évaluation stigmatise les jeunes aux profils peu scolaires et peu académiques qui ont pourtant de réelles compétences qui intéressent le monde professionnel. Si l'on adopte une évaluation par compétences, ce sera tout de suite plus positif : on trouve toujours des compétences à un jeune (artistiques, sportives...) ! Le jeune est tout de suite plus valorisé, ça change aussi le regard de la famille.

D'autres pays pratiquent déjà une approche orientante basée sur les compétences, c'est le cas par exemple au Canada. En France, le livret de compétences est un pas important en ce sens : reste à voir comment il va véritablement être pris en compte...

→ REPORTAGE

IUT, quand professionnel rime avec excellence



CRÉÉS DANS LES ANNÉES 60 POUR OFFRIR UN DÉBOUCHÉ RAPIDE AUX ÉTUDIANTS, LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE SONT DEVENUS DES FILIÈRES RECHERCHÉES, ASSOCIANT ENTREPRISES, LABORATOIRES ET COLLECTIVITÉS LOCALES, ET OFFRANT EN PLUS DES CLASSES À EFFECTIFS RÉDUITS ET UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ.

EXEMPLE DE CE « COCKTAIL RÉUSSI » À L'IUT DE MANTES-LA-JOLIE (YVELINES).

Si, dans le secondaire, l'image des filières professionnelles et technologiques reste déficiente, dans le supérieur les IUT, pour Instituts universitaires de technologie, sont devenus en quelques décennies synonymes d'excellence. Accessibles sur dossier quand la fac reste non sélective, associés au tissu économique local mais aussi aux laboratoires de recherche de leur université de rattachement, les IUT proposent des enseignements en effectifs réduits et une actualisation permanente des formations pour coller aux besoins du marché du travail – d'où des taux d'embauche des diplômés parmi les plus élevés du supérieur. « Un cocktail réussi », résume Samir Allal, directeur de l'IUT de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines.

UNE FORTE PLACE À L'ALTERNANCE, DE LA MULTINATIONALE À LA PME

Avec 800 étudiants en DUT et en licences pros (1), cet établissement créé il y a moins de vingt ans bénéficie de la proximité du Plateau de Saclay et des nombreux laboratoires et entreprises qui y sont installés. C'est l'analyse des besoins locaux en main d'œuvre qui a inspiré les deux grands champs de formation proposés au sein de l'IUT : le développement durable et la mécanique (combinaison de la mécanique, de l'électronique et de l'informatique, devenue centrale pour les secteurs automobile et aéronautique). « Toutes nos formations prévoient un large

recours à l'alternance, précise Samir Allal. Nous avons créé de véritables partenariats avec les sociétés implantées localement, que ce soit des PME ou des grands groupes (Veolia, EDF, Renault, Dassault). Pour les licences pros, les formations sont mêmes co-construites avec les industriels, après analyse des métiers émergents. »

DES TAUX DE RÉUSSITE ENTRE 90 ET 95%

Dernier exemple en date de cette collaboration réussie : il y a trois ans, dans la foulée du Grenelle de l'environnement, responsables universitaires et partenaires industriels ressentent la nécessité de développer une licence professionnelle sur l'efficacité énergétique : mieux isoler les bâtiments, trouver des façons plus écologiques de ventiler et chauffer les logements comme les entreprises... Dans une société qui s'inquiète du changement climatique, la demande devenait forte mais les entreprises locales peinaient à y répondre.

La première promotion de cette licence pro, sortie en juin dernier, était donc très attendue. Sur les 25 étudiants concernés, tous ont été diplômés et tous, sauf un, ont trouvé du travail dès leur sortie de l'IUT. Cette réussite a donné des idées aux dirigeants de l'établissement qui envisagent la création d'une nouvelle filière dans l'éco-construction, secteur en plein boom après les décisions du Grenelle et les nouvelles réglementations thermiques.

Autre nouveauté, l'IUT a travaillé avec Pôle emploi et formé une quinzaine d'anciens ouvriers entre 30 et 40 ans aux métiers de l'efficacité énergétique.

« Généralement, les taux de réussite tournent autour de 90% pour les DUT, et 95% pour les licences pros, se félicite Samir Allal. Même si la pression est forte, nos étudiants bénéficient, par rapport à ceux de l'université classique, d'une pédagogie adaptée et d'un accompagnement très poussé des enseignants, et bien sûr d'une excellente insertion professionnelle. » Si ces avantages sont désormais assez bien connus, il reste important de communiquer auprès des lycéens pour « leur donner envie d'aller vers les formations technologiques » reconnaît Samir Allal. Pour cela, l'IUT de Mantes multiplie les initiatives ludiques comme la semaine du Développement durable, ou la « Course en cours » qui voit des classes concevoir des mini voitures de compétition qui seront ensuite construites par de grands industriels comme Renault. Des liens ont aussi été noués avec les lycées de la région pour faire profiter les jeunes des infrastructures d'excellence de l'IUT, comme le laboratoire de langues. Bref, si le succès de ses formations ne se dément pas, l'attractivité reste une préoccupation majeure pour cet établissement technologique.

(1) Longtemps le seul diplôme délivré par les IUT, le DUT est acquis au bout de deux ans d'étude. La licence professionnelle s'effectue en trois ans. Des passerelles existent entre les deux filières.

→ Repères

→ La voie professionnelle rassemble 43 % des jeunes du second cycle de l'enseignement secondaire, soit 1 114 000 jeunes dont plus de 700 000 scolarisés au lycée professionnel

→ Au lycée professionnel, 36 % sont des enfants d'ouvriers (contre 19 % pour le second cycle général et technologique), 12 % des enfants de chômeurs n'ayant jamais travaillé et de personnes sans activité (contre 5 %), 6 % des enfants de cadres et de professions libérales (contre 25 %).

→ À l'entrée en seconde professionnelle, 69 % des élèves ont un retard d'un an et plus.

→ L'absentéisme, qui touche en moyenne 11 % des élèves du lycée professionnel, est très variable ; il dépasse 30 % dans un établissement sur dix.

→ Dans son rapport paru en 2009 le Haut Conseil à l'Éducation a estimé que le secteur de l'enseignement professionnel concentrait trop de publics fragiles et que trop de jeunes quittaient les établissements sans obtenir de diplôme ou sans réelles perspectives professionnelles. Le HCE a également constaté que l'orientation dans l'enseignement professionnel est trop souvent conçue comme un choix par défaut et que les entreprises sont insuffisamment engagées dans la formation des élèves.

→ Pour aller plus loin

→ *Sociologie du lycée professionnel - L'expérience des élèves et des enseignants dans une institution en mutation*, Aziz Jellab, Presse universitaire du Mirail, 2009

→ N°484 des Cahiers Pédagogiques (octobre 2010) Au lycée professionnel. Numéro coordonné par Sabine Coste

→ *L'enseignement professionnel, Bilan des résultats de l'École*, Rapport du Haut Conseil de l'Éducation, 2009

→ Etudes du BIOP (www.biop.cciip.fr)

Étude sur la perception de l'apprentissage par les professeurs et les conseillers d'orientation psychologues, BIOP, Journée de rencontre du 12 octobre 2010

L'évaluation scolaire est-elle au service de l'orientation ? BIOP, Novembre 2009

→ *Des toupies et des cubes*
Un film de Frédéric Soupa - 2009 - France - 55 minutes
lacolonne.asso@orange.fr



AVEC L'AFEV ACCOMPAGNE UN JEUNE

2 HEURES
PAR SEMAINE,
DEVIENS ÉTUDIANT
SOLIDAIRE !

www.afev.org | 01 40 36 01 01

AFEV **

ÊTRE UTILE CONTRE LES INÉGALITÉS

→ **RENCONTRE**

QUARTIERS POPULAIRES, EXTINCTION DE VOIX

DEPUIS HUIT ANS, **ÉDOUARD ZAMBEAUX** ANIMAIT SUR RFI UNE ÉMISSION CONSACRÉE AUX « MARGES DE LA SOCIÉTÉ », MICROSCOPIE. SON ARRÊT SIGNE, POUR LE JOURNALISTE, LA FIN D'UN ESPACE D'EXPRESSION POUR « DES GENS QU'ON N'A PAS L'HABITUDE D'ENTENDRE ».

Le 30 octobre dernier, le titre de l'émission animée par Edouard Zambeaux sur RFI, « Microscopie », était le suivant : « La dernière ». Après huit années sur les ondes, la radio francophone mettait un terme à ce magazine d'une heure qui entendait passer « la réalité quotidienne de nos sociétés au microscope ». Sur le site de l'émission, des réactions des auditeurs : on se dit « triste », voire « scandalisé », on s'interroge sur les raisons de cette décision. « Probablement parce que cette émission donnait la parole à des gens, des inconnus (...) mieux placés que les spécialitologues de la politique et des médias, pour parler de leur vie. », dit l'un des auditeurs.

« En huit ans nous n'avons eu que des retours positifs y compris au sein de la rédaction de RFI », précise aujourd'hui Edouard Zambeaux. Pour le journaliste, qui n'a appris la décision de sa direction qu'à la rentrée, l'arrêt de Microscopie c'est avant tout la fin d'un espace d'expression pour « des gens qu'on n'a pas l'habitude d'entendre ». Ces gens situés « dans les marges de la société » dont la vie témoigne « des zones de friction » de notre pacte social, dit encore Edouard Zambeaux ; des habitants des quartiers populaires des grandes villes bien sûr, mais pas seulement.

LAISSER LES GENS S'EXPRIMER SUR LA LONGUEUR

« On a souvent travaillé dans les banlieues parce que c'est là que beaucoup de pauvres vivent aujourd'hui, mais nous



avons abordé les thèmes de la désertification médicale dans les campagnes, des agriculteurs pauvres, de la sexualité des handicapés, rappelle le journaliste. L'émission permettait aux gens concernés de s'exprimer sur la longueur, quand trop souvent leurs témoignages, réduits à quelques minutes, sont utilisés de façon compassionnelle dans les journaux. »

NI ANGÉLISME, NI CARICATURE

Les médias et les milieux populaires : en douze ans de travail dans les quartiers, Edouard Zambeaux a senti une dégradation des conditions d'exercice du journalisme. « Les habitants nous disent qu'on ne sert à rien... Des contacts que j'avais depuis plus de dix ans refusent aujourd'hui de s'afficher avec moi dans le quartier. »

Inquiet de cette évolution, le journaliste n'en est pas surpris « vu le traitement médiatique » réservé aux banlieues. Malgré le soutien des auditeurs et d'autres spécialistes des quartiers populaires – dont le reporter du Monde Luc Bronner qui en faisait « l'une des meilleures et des plus anciennes émissions » sur ce thème – Microscopie a donc disparu de la grille des programmes de RFI. Pas de quoi couper, chez Edouard Zambeaux, l'envie de nouveaux projets, en plus de l'émission Périphérie qu'il continue d'animer chaque dimanche sur France Inter. Ensuite, un livre, un documentaire ? Si la forme reste à trouver, le fond, lui, restera de parler des quartiers, « sans angélisme » mais « sans caricature » non plus.

PAUL FALZON-MONFERRAN

UN TEXTE DE SOUTIEN À « MICROSCOPIE »

Après la dernière émission de « Microscopie », le journal « Le Monde » a fait paraître un point de vue cosigné par plusieurs dizaines de personnalités pour dénoncer la décision de RFI.

Les signataires estiment notamment que l'émission « s'aventurait sur des terrains trop peu arpentés par les médias : dans l'éducation, et pas uniquement «entre les murs», mais bien au-delà ; dans le milieu carcéral ; dans des hôpitaux ; dans les centres de rétention administratifs, les maisons de retraites, les casernes, les centres éducatifs fermés... Passer les murs... Aller voir à travers... Tenter de ravaler des liens sociaux... Faire parler, entendre,

comprendre et débattre : telle était la mission que remplissait cette émission avec brio. »

Parmi les signataires : Rokhaya Diallo, présidente de l'association Les Indivisibles, Jean-Pierre Dubois, président de la LDH, Pierre Henry, directeur général de France terre d'asile, Claire Rodier, vice-présidente du réseau Migreurop, Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois et président de l'association d'élus Ville et Banlieue, Laurent Mucchielli, sociologue, Henri Leclerc, avocat et président d'honneur de la LDH, l'AFEV, Eric Fassin, sociologue, école normale supérieure, Nordine Nabili, président du Bondy Blog, Mohamed-Ali Adraoui, chercheur et enseignant à Sciences Po, Pap Ndiaye, historien...

Hypertexte

« L'aventure des mots de la ville »

«L'aventure des mots de la ville» s'apparente à une bible décryptant l'essence des mots qui décrivent la ville. Cette dernière est un objet territorial, administrativement et politiquement non identifié. Elle a traversé les siècles en étant étroitement associée à l'histoire humaine. Elle renvoie à des représentations très diverses selon la place que chacun occupe dans la société : quartier, commune, agglomération, métropole, mégapole...



La ville est source d'interrogations liées à la croissance démographique et à la préservation de la planète. Cet ouvrage, qui recense près de 3 000 mots, est un dictionnaire d'un type particulier. En parcourant son contenu, nous explorons la traçabilité de mots qui ont pu prendre des significations différentes selon les périodes historiques et les

régions du monde où ils sont nés. Certains façonnent encore notre imaginaire et puisent leurs racines dans l'histoire sociale des villes. Cet imposant travail d'introspection est une ressource d'une immense richesse pour les personnes qui s'intéressent au développement urbain. Il est une invitation à un voyage dans le temps et l'espace permettant de mieux appréhender les enjeux contemporains.

L'auteur parle d'un individu « hypertexte » qui se caractériserait, désormais, par une multiplicité d'appartenances sociales et une capacité de rayonnement territorial accru.

Au delà de décrire de manière approfondie ces mutations, François Ascher n'était pas dupe sur les types d'inégalités qu'elles génèrent. Ainsi, la mobilité physique et virtuelle était, pour lui, des éléments importants dans la formation de ces nouvelles inégalités individuelles et sociales confirmant qu'il n'existe pas d'équilibre urbain sans équilibre humain...

« L'aventure des mots de la ville »
Robert Laffont - 2010



JÉRÔME STURLA
est Directeur délégué de l'Afev

→ **INITIATIVES**

AGIR CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

A l'issue de la 3ème édition de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire, Curiosphere.TV, l'Afev et les partenaires de la journée ont lancé un nouveau site portail : « Agir contre l'échec scolaire » qui rassemble les ressources produites par chacun. Sur ce site, vous trouverez près de 150 vidéos qui donnent la parole aux experts, témoignent des actions de terrain, montrent des expériences innovantes. Et des dizaines de dossiers, riches des meilleures ressources, pour comprendre et agir, au sein de l'école, comme à la maison...

→ <http://www.agir-contre-lechec-scolaire.tv/>

www.afev.org

250 VOLONTAIRES

L'Afev accueille depuis le début de l'année universitaire 250 jeunes en service civique. Leur présence au quotidien dans les quartiers prioritaires participe à créer du lien social et à faire de l'accès aux savoirs une réalité pour tous.

→ <http://volontariat.afev.org>

→ <http://www.service-civique.gouv.fr/>

FAVORISER L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le 24 novembre dernier, l'Afev a signé la chartre nationale des Cordées de la Réussite avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le ministère de la Ville ainsi que les conférences des établissements d'enseignement supérieur. Cette chartre vise à favoriser l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes issus de milieux modestes, qui, en raison de leur origine sociale et territoriale, s'autocensurent ou ne disposent pas de toutes les clés pour s'engager dans une formation longue.

→ www.afev.org

C'est pas trop dur ?

Professionnel de quoi ?

LYCÉE PROFESSIONNEL, C'EST UN DRÔLE DE NOM. ON EST AU LYCÉE MAIS C'EST POUR ÊTRE UN PROFESSIONNEL, CONNAÎTRE LE MONDE DU TRAVAIL, APPRENDRE UN MÉTIER EN L'EXERÇANT PRESQUE DÉJÀ.

Au lycée général, on est censé s'éclairer, se cultiver, pour faire ensuite des études supérieures. Ne pas trop penser à demain. Alors qu'au lycée professionnel, on entre tôt dans la vraie vie... Tout un programme.

Moi, je ne suis jamais allée dans un lycée professionnel, je n'en connais rien. Avec le temps, j'ai bien glané quelques informations, potassé des brochures, mais que sais-je de ce que vont faire les élèves lorsqu'ils sont inscrits, souvent malgré eux, en Vente, Maintenance, Electrotechnique, Service accueil, Construction, Secrétariat ?

Ce que je sais, c'est que quand on ne sait pas trop quoi faire d'un élève, on l'oriente vers le lycée professionnel. C'est bien connu. Quand un élève rédige trop mal pour faire des dissertations, quand il ne travaille pas, quand il n'arrive pas à tenir en place, quand il a de trop mauvaises notes en maths, quand il sèche les cours, quand il n'a pas des parents cadres qui trouveraient une solution plus honorable... Alors, le jeune, on le prend entre quatre yeux et on lui dit l'air contrit, pour soulager sa conscience, celle du système : « Tu sais, tu n'es pas fait pour des études longues, des contraintes trop lourdes... Bien sûr, ce n'est pas ton intelligence qui est en cause, tu as de réelles compétences (le mot à la mode), mais pas dans cette filière... Pour toi, il faudrait quelque chose de plus concret, avec de vrais débouchés, où tu aurais à nouveau de bonnes notes, une bonne image de toi, bla bla bla ». Là, l'élève comprend vite : on est en train de lui vendre le lycée professionnel, on est en train de lui expliquer qu'il va apprendre les métiers dont personne ne veut, avec des élèves dont personne ne veut. Il sait qu'on lui ment, qu'on est hypocrite, que le système est en train d'actionner sa belle machine à relégation.

Je sais qu'on peut être heureux en lycée pro, que certaines filières y sont pointues, élitistes, très demandées d'ailleurs et rarement accessibles aux élèves « de seconde main » [Petite enfance, Menuiserie, Hôtellerie...]. Je sais que le misérabilisme ne mène à rien, qu'il passe même pour de la condescendance, qu'il est révoltant. Mais tout de même, quand j'entends que l'absentéisme est très fort au lycée professionnel, que les élèves y sont souvent faibles voire violents, quand j'entends la manière dont les jeunes eux-mêmes parlent de leurs copains « partis en pro », j'avoue que j'ai un peu honte. Parce que ce n'est vraiment pas le lycée professionnel qui est en cause dans tout ça, mais tout ceux qui contribuent, par mépris ou par ignorance, à en faire une école de seconde zone. Dont moi.



NATHALIE BROUX
est professeure
au lycée Jacques-Feyder
à Épinay-sur-Seine (93)

→ APPEL

Elémentaire: pour la suppression des notes

POUR FAIRE SUITE À LA 3^È JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE, L'AFEV A PUBLIÉ, EN PARTENARIAT AVEC « LE NOUVEL OBSERVATEUR », UN APPEL SIGNÉ PAR 20 PERSONNALITÉS.

La culture de la note est encore très présente dans l'école française, une institution historiquement tournée vers la sélection.

Si ce modèle répondait aux exigences d'un système élitiste avant la massification scolaire, il apparaît aujourd'hui en total décalage avec l'objectif d'élévation du niveau d'étude et les défis posés par la démocratisation des études supérieures.

Ce système de notation, et l'obsession du classement auquel il répond, crée, dès l'école élémentaire, une très forte pression scolaire et stigmatise les élèves qu'il enferme, progressivement, dans une spirale d'échec. Démotivantes, ces mauvaises notes sont vécues comme une sanction et n'apportent en rien les clés d'une possible progression.

Alors que la confiance en soi est indispensable à la réussite scolaire, les conséquences de ce système de classement sur les élèves en difficulté sont désastreuses : fissuration de l'estime de soi, absence de valorisation de leurs compétences, détérioration des relations familiales et, à terme, souffrance scolaire.

La pression scolaire précoce ne fait que nuire à l'efficacité de notre système éducatif : aujourd'hui quatre écoliers sur dix sortent du CM2 avec de graves lacunes.

Pour y favoriser l'acquisition des savoirs fondamentaux l'école élémentaire gagnerait à s'appuyer sur une autre logique que celle de la compétition. Il faut qu'elle devienne, pour tous les enfants, une étape positive de leur construction, de leur épanouissement, du développement de l'estime de soi et de l'élaboration d'un rapport sain aux apprentissages.

D'autres modèles éducatifs ont prouvé leur efficacité en desserrant l'étai de l'évaluation constante. À titre d'exemple, en Finlande - le pays en tête des classements internationaux en matière d'éducation - les élèves sont évalués pour la première fois à 9 ans de façon non chiffrée, et commencent à être notés seulement à 11 ans.

En France, les textes de lois ont déjà beaucoup évolué, et ne font plus référence explicitement à la note comme système d'évaluation ; mais face à l'urgence d'apporter des réponses concrètes à la question de la souffrance scolaire, nous devons franchir un palier supplémentaire et supprimer une notation inutilement sélective à l'école élémentaire.

Nous appelons tous ceux qui souhaitent réaffirmer que l'école élémentaire doit être celle de la coopération et non de la compétition, à signer le présent appel.

WWW.SUPPRESSIONDESNOTESELEMENTAIRE.ORG

Pourquoi ils ont signé l'appel

→ Eric Debarbieux

Observatoire international de la Violence à l'École

« Je signe parce que j'ai tant travaillé comme instituteur spécialisé avec des gosses perdus que le système de notation avait cassés. Pensez : ils passaient de 25 "fautes" par ligne...

à 15 en fin d'année, quel progrès!... Je signe ensuite parce que tout ce que nous avons appris des pays qui réussissent sur le plan des acquisitions comme sur celui du bien être des élèves (et ce sont les mêmes) sont dans le refus de la scolastique empesée qui conjugue pédagogie, souffrance et jugement professoral. »

→ Daniel Pennac

Ecrivain, auteur de « Chagrin d'École »

« Je préfère infiniment l'entraide entre les enfants que l'écrasement des nuls par les forts. Si on colle des notes, les gosses entrent dans cette compétition-là qui consiste à avoir les meilleures, et surtout ne pas vouloir partager les moyens du savoir, ni les moyens du faire savoir, avec les autres. En revanche, partout où j'ai vu les enfants s'entraider dans l'effort des apprentissages, les plus habiles aidant les plus inhibés, j'ai assisté chez les premiers à une joie du partage et chez les seconds à des progrès spectaculaires. »

→ Pierre Merle

Sociologue

« Au lieu de noter et de classer les élèves du meilleur au plus faible, il vaut mieux les conseiller et les aider. Une grande partie de nos connaissances et compétences - faire du vélo, cuisiner, bricoler, nager, conduire une automobile, faire une

recherche sur internet... nous l'avons appris sans jamais être notés ! Indispensables les notes ? »

→ Eric Maurin

Economiste

« L'objectif de l'école primaire n'est pas de repérer une élite, mais d'amener le plus grand nombre à savoir lire, compter et s'exprimer correctement. A cet égard, je pense que la pratique de la notation, et notamment l'avalanche de notes et de classements encore subis dans de nombreuses classes par les enfants, est totalement contre-productive. Pour les meilleurs élèves, cela cultive dès le plus jeune âge un esprit de compétition, un rapport aux autres et au savoir complètement problématique. Pour les plus faibles, cela contribue à forger très tôt une image de soi comme incapable de réussir. »

→ Pascal Bavoux,

Sociologue

« J'ai proposé à l'Afev, lors de la journée du refus de l'échec scolaire, la suppression des notes pour le 1^{er} degré car au regard des résultats du baromètre Afev/Trajectoires Reflex, plusieurs chiffres sont inquiétants. Les enfants suivis par les étudiants de l'Afev affirment pour un quart d'entre eux continuer à travailler sans solliciter d'aide quand ils ne comprennent pas ce que leur demande l'enseignant. Les deux tiers ont le sentiment qu'ils n'arriveront pas à faire ce que leur demande l'enseignant !

L'école apparaît donc comme un espace insécurisant pour ces enfants et leur trajectoire va être fortement, et pour

toujours, marquée par cette expérience négative. On pourrait faire de l'école un temps bien sûr d'apprentissage, mais aussi de découverte de la différence, de l'apprentissage de l'autonomie, de la créativité, de l'initiative et le placer sous le signe de la coopération plutôt que de la compétition. »

LES PREMIERS SIGNATAIRES :

Pascal Bavoux, Directeur de Trajectoires-Reflex ; **Eric Debarbieux**, Chercheur ; **François Dubet**, Chercheur ; **Jacques Donzelot**, Chercheur **Daniel Pennac**, Ecrivain ; **Marcel Rufo**, Pédopsychiatre ; **Michel Rocard**, Ancien Premier ministre ; **Louis Maurin**, Directeur de l'Observatoire des inégalités ; **Jean-Marie Petitclerc**, Directeur du Valdocco ; **Agnès Florin**, Chercheuse ; **Nicole Catheline**, Pédopsychiatre ; **Thomas Sauvadet**, Chercheur ; **Paul Robert**, Principal de collège ; **Aziz Jellab**, Chercheur ; **Axel Kahn**, Généticien ; **Eric Maurin**, Chercheur ; **Pierre Merle**, Chercheur ; **Patrice Bride**, Secrétaire général de Cahiers Pédagogiques ; **Boris Cyrulnik**, Psychiatre ; **Richard Descoings**, Directeur de l'IEP de Paris.

VOLONTAIRES ! N°25 | 4ÈME TRIMESTRE 2010

Publié par l'Afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : pole.national@afev.org - **Directrice de la publication** : Anne Korobelnik - **Coordination, rédaction, réalisation** : Nathalie Broux, Nicolas Delesque, Paul Falzon-Monferran, Eunice Mangado-Lunetta, Claire Notelaers, Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla, et Tanguy Tollet - **Crédits photographiques** : IUT de Mantes-la-Jolie, Frédéric Soupa, Edouard Zambaux, D.R - **Conception Graphique** : Génaro Studio (Lyon) - **Maquette/PAO** : Paul Falzon-Monferran, Claire Notelaers (Afev) - **Impression** : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408